

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 Saint Quentin

Soissons, le 22/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### CCTV DECHETTERIE LE NOUVION

villa pasques  
BP 28  
02260 La Capelle

Références : CCTC 25-008  
Code AIOT : 0005105988

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement CCTV DECHETTERIE LE NOUVION implanté route de BOUE 02170 Le Nouvion-en-Thiérache. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCTV DECHETTERIE LE NOUVION
- route de BOUE 02170 Le Nouvion-en-Thiérache
- Code AIOT : 0005105988
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Déchetterie exploitée depuis 2007.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | N1: Exploitant Site DC                             | Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-54        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 2  | N°2: Remise en état                                | Code de l'environnement du 19/12/2022, article L.512-12-1      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 3  | N°3: Contrôle périodique DC non dangereux (2710-2) | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 point 1.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 4  | N°4: Contrôle périodique DC dangereux (2710-1)     | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 point 1.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 6  | N°6: Remise en état                                | Code de l'environnement du 12/08/2021, article R.512-46-24     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 7  | N°7 : Cessation d'activité                         | Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-46-25     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | N°8 : Cessation d'activité                         | Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 I    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 9  | N°9: Cessation d'activité                          | Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 IV   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 10 | N°10: Cessation d'activité                         | Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 V    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                         | Référence réglementaire                                        | Autre information |
|----|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 5  | N°5: Propreté des installations DC non dangereux (2710-2) | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 Article 3.3 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure de cessation d'activité, et de mise en sécurité du site sont à mener.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : N1: Exploitant Site DC

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-54                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Tout transfert d'une installation <b>soumise à déclaration</b> sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.<br>II. Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. [...] S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.<br>III. Les nouvelles déclarations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations initiales. |
| <b>Constats :</b><br><br>Cette déchetterie a fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 14/2/2007 au titre de la rubrique n°2710.1b pour 2000 m <sup>2</sup> de déchets<br>L'exploitation de ce site a été arrêtée le 15 janvier 2024.<br>Le dossier d'enregistrement de la nouvelle déchetterie de LE NOUVION EN THIERACHE (autorisée par l'arrêté du 8 septembre 2022) évoque ce transfert d'activité, mais la procédure de cessation prévue par l'article L.512-12-1 du code de l'environnement n'a pas été initiée.                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant justifiera sous 3 mois de la mise en œuvre de la procédure de cessation prescrite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

### N° 2 : N°2: Remise en état

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article L.512-12-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à l'arrêt                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la |

mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

*Nota : le présent article dans sa rédaction issue de la Loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 est applicable aux cessations d'activité déclarées à partir de juin 2022*

**Constats :**

cf point de contrôle n°1.

L'inspection a constaté lors de cette inspection :

- \* l'absence d'exploitation du site,
- \* la présence de quelques dizaines de pneumatiques usagés, apportés sans l'accord de l'exploitant,
- \* l'effraction de l'un des portails d'accès (chaîne et cadenas cassés).

L'exploitant nous a informé du projet de vente du site à la commune de LE NOUVION EN THIERACHE.

L'exploitant devra éliminer dans les meilleurs délais les pneumatiques présents, et prendra les dispositions nécessaires afin de renforcer l'interdiction d'accès au site (par exemple, en mettant en place des blocs en béton devant les portails, ...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera sous un mois de la prise de rendez vous permettant d'attester la mise en sécurité du site ; cette attestation sera transmise au préfet sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : N°3: Contrôle périodique DC non dangereux (2710-2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 point 1.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées

|                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| et conservées dans le dossier susmentionné.                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate qu'aucun rapport de contrôle périodique n'est disponible.                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitation étant arrêtée, la procédure de cessation est à réaliser conformément aux prescriptions du code de l'environnement visées dans les autres points de contrôle de ce rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 4 : N°4: Contrôle périodique DC dangereux (2710-1)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 point 1.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.<br>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".<br>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate qu'aucun rapport de contrôle périodique n'est disponible.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitation étant arrêtée, la procédure de cessation est à réaliser conformément aux prescriptions du code de l'environnement visées dans les autres points de contrôle de ce rapport.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : N°5: Propreté des installations DC non dangereux (2710-2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe 1 Article 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières [...]

**Constats :**

Le site était propre lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 6 : N°6: Remise en état

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/08/2021, article R.512-46-24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Terrain non libéré

**Prescription contrôlée :**

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R.512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à enregistrement et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R.512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R.512-46-26.

Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif.

Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.

Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R.512-46-22, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report.

L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

**Constats :**

L'ensemble des activités ont été arrêtées, et l'exploitant envisage de céder le site à la commune de LE NOUVION EN THIERACHE.

La réhabilitation différée du site doit faire l'objet d'une demande argumentée au préfet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

|                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| La réhabilitation différée du site doit faire l'objet d'une demande argumentée au préfet. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                     |

**N° 7 : N°7 : Cessation d'activité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-46-25                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.<br/>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.<br/>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La cessation d'activité constatée par l'inspection reste à être notifiée au préfet. La mise en sécurité du site doit être attestée par une entreprise répondant aux critères prescrits.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 8 : N°8 : Cessation d'activité**

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 I |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues aux articles R.512-39-2, R.512-46-26 et R.512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La cessation d'activité a été constatée.</p> <p>La mise en sécurité est à compléter, notamment par la remise en place de dispositifs interdisant l'accès au site (portails et verrou à rénover, ...).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'enlèvement des pneumatiques usagés est à réaliser.</p> <p>L'usage futur du site reste à préciser, les dispositions prises ou envisagées devant être justifiées par rapport à cet usage.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 9 : N°9: Cessation d'activité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 IV</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Aucun déchet dangereux n'a été constaté sur le site.                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                       |
| <p>Les pneumatiques présents restent à être éliminés.</p> <p>La remise en place de dispositifs interdisant l'accès au site est à assurer (portails et verrou, ...).</p> <p>La surveillance des effets est à définir, compte tenu du diagnostic à mener (cf point de contrôle n°7).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 10 : N°10: Cessation d'activité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1 V                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p>V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>L'inspection a constaté que le dispositif de collecte des eaux pluviales et le décanteur-deshuileur ont été fortement endommagés lors du retrait des bennes du site.</p>                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                   |
| <p>Le diagnostic visé au point de contrôle n°7 devra permettre de garantir le respect de l'objectif de cet article.</p>                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                              |